



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**



APPEL AUX INITIATIVES LOCALES IEJ en TERRITOIRE AQUITAIN 2020/2021

Présentation de la demande de FSE

Un guide d'utilisation du portail est disponible à l'adresse suivante

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/je-suis-beneficiaire.html>

Il est recommandé de le consulter avant de commencer à remplir le formulaire en ligne

Pièces à joindre impérativement à la demande de FSE

1- PIECES SPECIFIQUES

- **Le programme planifié des actions menées dans le cadre du projet,**
- **Le descriptif des apprentissages développés,**
- **La liste des structures mobilisées pour accueillir les jeunes (hébergement, restauration), des organismes de formation et des entreprises sollicités dans le cadre du projet,**
- **La copie des contrats de travail ou des fiches de poste ou de lettres de mission des personnels salariés dont le temps de travail sur le projet est au moins égal à 25% du temps total de travail sur la durée du projet et qui assurent au moins une des fonctions suivantes :**
 - Accompagnement et suivi
 - Formation
 - Animation /Coordination des intervenants
- **L'attestation d'assurance prise par le porteur de projet pour couvrir les jeunes accompagnés et le risque d'accident dans le cadre de l'opération en centre et lors des déplacements.**

2- PIECES ADMINISTRATIVES et COMPTABLES

a) Pour tous les bénéficiaires :

- Attestation de régularité fiscale délivrée par la DRFiP ou attestation signée par l'expert-comptable de l'organisme bénéficiaire,
- Attestation de régularité sociale délivrée par les services de l'URSSAF ou attestation signée par l'expert-comptable de l'organisme bénéficiaire
- Attestation de non assujettissement à la TVA le cas échéant,
- Attestation d'absence de conflit d'intérêt (modèle en **annexe**),

Dans le cas d'un projet multi-partenaires, les documents suivants doivent être fournis pour chaque partenaire :

- Conventions de partenariat
- Attestations de régularité fiscale et sociale
- Attestation de non assujettissement à la TVA le cas échéant
- Déclaration de non conflit d'intérêt

b) Pour les associations :

- Statuts,
- Copie publication JO ou récépissé de déclaration en préfecture,
- Liste des membres du CA,
- Comptes certifiés des trois dernières années
- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et plan de financement prévisionnel.

c) Pour les établissements publics :

- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et plan de financement prévisionnel,
- Comptes certifiés des trois dernières années.

d) Pour les entreprises

- Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné
- Trois dernières liasses fiscales complètes de l'année écoulée
- Rapport / Compte-rendu d'activité
- Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, CA, bilan des entreprises du groupe